



Universités canadiennes : naviguer dans un monde en mutation

Mémoire prébudgétaire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes par l'Association des universités et collèges du Canada

Le 12 août 2011



Association des universités et collèges du Canada
Association of Universities and Colleges of Canada

« Nous vivons dans un monde où le moteur de la croissance est l'esprit humain, la fabrication de produits, l'offre de services et la création d'industries complètement nouvelles sur la base d'une idée. »

Kevin Lynch



Résumé

Au fil des années à venir, les Canadiens seront témoins de changements économiques, démographiques et sociaux considérables, aussi bien au Canada qu'à l'étranger. Le discours du Trône prononcé à l'occasion de l'ouverture de la 41^e législature en juin a fait état des défis à relever : continuer à mettre l'accent sur l'emploi et la croissance, et renforcer l'apprentissage et l'innovation afin d'engendrer un meilleur avenir pour le Canada et de bâtir ce que le gouverneur général David Johnston a qualifié de « pays plus éclairé et plus bienveillant ».

Les universités canadiennes souscrivent fermement à cette vision. Elles jouent un rôle déterminant dans le monde en rapide mutation où nous vivons. Les universités canadiennes sont un précieux atout pour saisir les possibilités qui s'offrent à nous – le moyen le plus sûr pour les Canadiens d'accéder à la prospérité.

De profonds changements transforment notre monde. Notre croissance et notre prospérité futures dépendront de notre capacité à innover et de notre compétitivité à l'échelle internationale. Sur le plan économique, le Canada a jusqu'à présent su tirer parti de ses ressources naturelles. Il continuera de le faire, mais ses ressources humaines sont incontestablement appelées à jouer un rôle prédominant essentiel pour son avenir. Le Canada évolue dans un monde aux multiples défis à relever. Certains de ces défis sont déjà connus, mais d'autres surgissent constamment. Or, c'est justement au sein de ses universités que le Canada prépare sa population à affronter l'inattendu. Pour que notre pays soit concurrentiel à l'échelle internationale, tous ses habitants doivent avoir accès à leurs capacités et être en mesure de réaliser pleinement leur potentiel.

D'ici 2017 – année qui marquera le 150^e anniversaire de la Confédération canadienne –, plus d'un million d'étudiants sortiront des universités canadiennes avec un diplôme en poche. Les universités travaillent d'arrache-pied pour doter ces diplômés des compétences en recherche et en analyse, ainsi que la formation de calibre international dont ils auront besoin pour relever les défis de demain. Les universités canadiennes affichent déjà le meilleur rendement qui soit en matière d'investissement consenti au profit du capital humain. Le présent document énonce des recommandations destinées à renforcer notre capacité concurrentielle dans un monde complexe, en constante évolution.

Des changements nécessaires

Au début des années 1960, la théorie des plaques tectoniques était encore nouvelle et controversée. Les scientifiques s'entendent aujourd'hui sur le fait que la plupart des phénomènes dynamiques qui agitent notre planète dépendent du mouvement de la croûte terrestre. Ainsi, l'activité volcanique observée à Hawaï a longtemps semblé constituer une exception de taille à la règle... jusqu'à la publication par un chercheur canadien d'un article qui a changé notre vision du monde.

Le déplacement des plaques tectoniques est en réalité si lent qu'il induit des changements pratiquement imperceptibles. C'est avec une infinie lenteur que les montagnes se forment, puis s'aplanissent, que les littoraux se redessinent et que les océans gagnent en profondeur. Pourtant, ces évolutions à peine perceptibles façonnent la géographie de notre planète.

À une certaine époque, le rythme de l'évolution des marchés financiers mondiaux et des superpuissances économiques n'était pas sans rappeler celui des changements quasi imperceptibles engendrés par le mouvement des plaques tectoniques. Avec la récente récession économique, les choses ont changé : celle-ci a eu l'effet d'un véritable tremblement de terre, qui a touché le monde entier. À la récession a succédé une reprise erratique, alimentée entre autres par les économies émergentes du Brésil, de l'Inde et de la Chine. Selon le Forum économique mondial, le système financier indien est aujourd'hui plus

solide que celui des États-Unis ou du Royaume-Uni. Dans moins de deux décennies, plus de 40 pour cent du produit intérieur brut mondial seront concentrés en Asie. Nous sommes en présence de changements économiques structurels, qui procèdent de mouvements aussi puissants et profonds que ceux des plaques tectoniques sur lesquelles repose notre monde. Couplée à la dynamique changeante des marchés internationaux, la force économique relative du Canada offre à ce dernier l'occasion de revoir ses stratégies pour assurer sa viabilité et sa prospérité. Compte tenu des mutations du paysage économique, il nous faut trouver des solutions de longue haleine aux défis économiques, sociaux et démographiques qui nous guettent.

La 41^e législature marque le début d'un nouveau chapitre. Pour la première fois depuis un certain nombre d'années, le gouvernement du Canada a l'occasion d'envisager des politiques et des solutions à long terme.

De profonds changements ont cours au Canada, et nous en sommes conscients. Jadis tributaire d'une économie fondée sur les ressources, notre marché du travail repose chaque jour un peu plus sur l'économie du savoir. C'est dans le secteur du savoir que les professions se multiplient le plus rapidement. Les emplois qui exigent un diplôme universitaire affichent la croissance la plus rapide au pays. Même pendant la récession, de 2008 à 2010, 300 000 nouveaux emplois destinés aux diplômés universitaires ont été créés, tandis que disparaissaient 430 000 emplois accessibles aux personnes sans formation postsecondaire. Entre 1997 et 2010, les inscriptions à l'université ont progressé de 57 pour cent afin de répondre à la demande des étudiants et de leurs familles qui ont compris les exigences du marché du travail.

Déclin de la natalité et vieillissement de la population obligent, des défis démographiques sans précédent attendent le Canada dans les années à venir. D'ici 20 ans, la population âgée de 65 ans et plus doublera. Plus de six millions de baby-boomers partiront à la retraite, ce qui contraindra l'économie canadienne à répondre à une demande accrue en matière de services juridiques, de services sociaux et de services de santé. Au cours de cette période, la population active, âgée de 25 à 64 ans, ne devrait croître que de huit pour cent.

Pour garantir la prospérité et la réussite du Canada, il nous faudra absolument former les talents nécessaires, dès la petite enfance et jusqu'aux études doctorales. Il est particulièrement important que les catégories d'étudiants universitaires actuellement sous-représentées – dont le nombre croissant de jeunes Autochtones – soient encouragées à fréquenter l'université et obtiennent le soutien nécessaire pour y réussir. En partenariat

avec des groupes et des collectivités autochtones, nos universités mettent en place des programmes de soutien renforcé et de rattrapage pour les étudiants autochtones. Ces initiatives essentielles devront se poursuivre et se multiplier et bénéficier de ressources provenant des gouvernements fédéral, provinciaux et du secteur privé.

Bref, pour garantir la prospérité du pays, à court terme comme à long terme, les Canadiens devront être plus productifs et novateurs, le tout dans un contexte marqué par une intensification de la concurrence internationale pour attirer les immigrants les plus compétents et les plus doués. En effet, les autres nations sont elles aussi conscientes des défis à relever pour préparer l'avenir.

Formation de diplômés de calibre international et aptes à innover

Dans le monde de plus en plus complexe où nous vivons, nous avons besoin de diplômés universitaires possédant de solides compétences interdisciplinaires et la capacité d'innover. Nos étudiants doivent avoir accès à un parcours d'apprentissage de calibre international enrichi d'un volet de recherche leur permettant d'élargir leurs connaissances, d'aiguiser leur esprit critique et leurs capacités d'analyse, de leur inspirer de nouvelles idées et d'alimenter leur créativité.

Les universités canadiennes constituent l'endroit idéal pour acquérir ces compétences du XXI^e siècle. Elles sont un portail ouvert sur le monde, caractérisé par des idées nouvelles, une vision audacieuse, un désir d'innovation et des horizons élargis. Nous savons déjà que la recherche et l'innovation peuvent apporter énormément à la société et à l'économie canadiennes. Dans un rapport récemment rendu public, le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI) souligne d'ailleurs que la recherche-développement couronnée de succès engendre, par le savoir acquis, les produits et services dont l'économie mondiale a besoin. L'apprentissage au sein d'un milieu enrichi par la recherche favorise la transmission du savoir et la création d'idées. Par leurs études et leurs recherches, les étudiants universitaires et les professeurs peuvent, en collaborant, concevoir de nouvelles solutions aux défis que le Canada doit relever.

Les investissements publics du Canada au profit de la recherche et de l'innovation ont connu une croissance au cours du ralentissement économique, et notre pays peut être fier du nombre de talents exceptionnels déjà en cours de formation dans ses universités. Au cours des dernières années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont consenti des

investissements considérables au profit de la création et de l'amélioration d'une infrastructure d'enseignement et de recherche essentielle dans les universités canadiennes. Les nouvelles Chaires d'excellence en recherche du Canada, de même que les bourses Vanier et Banting, ont contribué à attirer les meilleurs talents canadiens et étrangers. Le Programme d'infrastructure du savoir, effectué sur les campus canadiens selon le calendrier prévu, a été un succès retentissant. Il s'est soldé par la création d'installations d'apprentissage et de recherche avant-gardistes, qui profiteront aux étudiants et aux professeurs des universités canadiennes. Ces dernières s'approprient d'ailleurs à accueillir la population canadienne sur leurs campus du 3 au 11 novembre prochain afin de présenter les fruits des investissements consentis.

La recherche et l'innovation peuvent apporter énormément à la société et à l'économie canadiennes. La recherche universitaire couronnée de succès transforme le savoir en produits et services dont l'économie mondiale a besoin. Elle peut conduire à une amélioration de la santé, à une croissance économique et à des emplois solides et durables, ainsi qu'à l'enrichissement des Canadiens. Le financement consenti par l'intermédiaire des organismes subventionnaires fédéraux – le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, les Instituts de recherche en santé du Canada ainsi que la Fondation canadienne pour l'innovation – permet d'accorder des bourses d'études supérieures et d'offrir aux professeurs la possibilité de faire participer leurs étudiants à leurs recherches. Les programmes de subventions à la recherche, de bourses d'études supérieures et de remboursement des frais de soutien de la recherche engagés par les établissements sont essentiels.

La recherche évaluée par les pairs financée par les organismes subventionnaires est internationalement reconnue comme un moyen de repérer les meilleurs chercheurs, qu'ils soient professeurs ou étudiants. Le financement versé par ces organismes permet aux professeurs et aux étudiants de travailler conjointement et de collaborer étroitement avec le secteur privé, les gouvernements, les groupes communautaires, les hôpitaux, les établissements d'enseignement et les organisations de bienfaisance afin de renforcer la productivité globale du Canada et ses capacités d'innovation.

L'AUCC recommande que le gouvernement canadien continue d'investir dans les trois programmes essentiels que financent les organismes subventionnaires fédéraux reconnus internationalement, afin de réaffirmer l'apport essentiel de la recherche à la prospérité du pays, dont elle est la pierre angulaire.

Renforcement de la culture de l'innovation

Le rapport *L'état des lieux* 2010 rendu public le 28 juin dernier par le CSTI démontre à quel point les universités canadiennes ont renforcé leur capacité à attirer les meilleurs étudiants du monde entier. Ce rapport met en lumière les changements prometteurs apportés par les universités dans le but d'améliorer le transfert du savoir vers le secteur privé en finançant des stages en entreprise pour les étudiants.

Les universités décernent un nombre croissant de diplômes de maîtrise et de doctorat. Le Canada est leader mondial en ce qui concerne l'augmentation du nombre de doctorats décernés en sciences, qui a progressé de 64 pour cent entre 2005 et 2008, et il se situe au deuxième rang mondial derrière la Suède pour le nombre de doctorats décernés en génie, qui lui a progressé de 42 pour cent au cours de la même période. Voilà de très bons points pour une économie tributaire de talents et de compétences de haut niveau.

Pourtant, en termes relatifs, le Canada tire toujours de l'arrière et le CSTI craint, comme l'indique son rapport, que les autres secteurs de l'économie n'affichent pas une réussite à la hauteur de celle des universités canadiennes. Il insiste également sur l'aspect très concurrentiel du contexte international, appelant les Canadiens à ne pas baisser la garde.

Comment pouvons-nous inciter le secteur privé à mieux tirer parti de la réussite de la recherche au sein des universités canadiennes? De récents rapports – y compris celui du CSTI et ceux du Conseil des académies canadiennes, de l'OCDE et du Conference Board du Canada – font état d'un lien fondamental entre le nombre de diplômes d'études supérieures décernés dans un pays et les capacités d'innovation de ce pays.

Un groupe d'experts chargé de se pencher sur les dépenses fédérales en matière de recherche-développement étudie actuellement des questions similaires. Dans son mémoire soumis à ce groupe d'experts, l'AUCC souligne l'existence d'un consensus mondial au sujet des éléments indispensables à l'innovation : des idées et des connaissances; une main-d'œuvre talentueuse, instruite et dotée d'un bon esprit d'entreprise; des réseaux, de la collaboration et des liens; du capital et du financement. L'innovation exige également de nouvelles méthodes en matière de marketing, de comportement organisationnel et d'éducation, ainsi que des pratiques commerciales et des relations externes qui mettent en lumière le rôle vital des sciences humaines en matière d'innovation.

Selon les observateurs, une des façons de stimuler l'innovation consiste à amener les étudiants universitaires et les professeurs à travailler avec des partenaires, et en particulier avec les PME et le secteur privé, de manière à renforcer la collaboration et les réseaux. Le rapport du CSTI met en lumière un moyen efficace pour les universités et les entreprises de collaborer pour favoriser l'innovation. Grâce aux stages, aux programmes coopératifs et aux autres formes d'échange, particulièrement aux cycles supérieurs, la collaboration entreprises-universités est déjà une réalité. Les stages aident les étudiants à se préparer à de brillantes carrières, tout en permettant aux entreprises d'accéder aux dernières connaissances scientifiques et technologiques liées à leurs produits et services. Le développement de ces pistes d'échanges entre entreprises et universités contribuera à renforcer la culture de l'innovation au Canada.

L'AUCC recommande que le gouvernement canadien continue d'investir dans le talent en mettant sur pied des mécanismes de financement qui favorisent l'intégration au marché du travail canadien des étudiants aux cycles supérieurs et des diplômés possédant les compétences et la formation de niveau supérieur, contribuant ainsi à répondre aux besoins croissants. Ce financement pourrait provenir d'une partie des fonds alloués à certains programmes, comme le Programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE).

Renforcement des liens internationaux

L'avenir du Canada sera de plus en plus façonné par des forces mondialement interconnectées. Les événements qui se succèdent rapidement à l'échelle internationale influent sur les défis que doit relever notre pays. Pour être en mesure de bien cerner ces défis, le Canada a besoin d'une main d'œuvre possédant des compétences internationales et capable d'établir des partenariats dans le monde entier. Dans le cadre d'une enquête réalisée auprès d'employeurs, dont les conclusions ont récemment fait l'objet d'un rapport du Bureau canadien de l'éducation internationale, plus de la moitié des participants ont dit préférer embaucher des étudiants possédant une expérience d'études à l'étranger plutôt que ceux qui n'en possèdent pas. De plus, 91 pour cent des employeurs interrogés ont dit considérer la connaissance d'autres cultures, des différences culturelles sur le plan commercial et de l'art d'établir des relations comme des atouts pour les candidats à l'embauche.

Pour répondre aux attentes des employeurs, les universités canadiennes ont internationalisé les programmes et tentent de renforcer la mobilité des étudiants à l'échelle internationale.

Parallèlement, de nombreux autres gouvernements étrangers s'emploient à répondre aux attentes similaires de leurs marchés du travail respectifs, eux aussi désireux de pouvoir compter sur des diplômés universitaires qui ont étudié à l'étranger et ainsi acquis une ouverture sur le monde. Du Brésil à la Russie, de l'Union européenne à l'Australie, on assiste à la création de programmes destinés à renforcer la mobilité bidirectionnelle des étudiants. Le Canada, lui, vient paradoxalement de mettre fin à un précieux programme visant à favoriser la mobilité étudiante à l'échelle internationale.

Le fait de côtoyer des étudiants étrangers dans le cadre de leurs études constitue un point positif pour les étudiants canadiens. En 2010, les universités canadiennes comptaient environ 10 pour cent d'étudiants étrangers originaires de 200 pays différents, une amélioration par rapport à 1980 alors que ce pourcentage n'était que de six pour cent. Les étudiants étrangers transmettent leur culture et leurs points de vue en classe, dans les laboratoires et au sein des résidences pour étudiants. Ils enrichissent ainsi le parcours d'apprentissage de chacun. La dernière initiative du milieu universitaire destinée à attirer les étudiants étrangers au Canada remonte à novembre 2010. Une délégation de 15 recteurs canadiens, dirigée par l'AUCC, s'était alors rendue en Inde. Cette délégation, la plus importante à s'être rendue à l'étranger jusqu'à présent, a réussi sa mission : faire du Canada un partenaire de choix pour les étudiants, les processeurs, les chercheurs et les établissements indiens.

En avril 2012, l'AUCC dirigera une délégation encore plus imposante de recteurs, qui se rendra cette fois au Brésil dans le but de renforcer la mobilité étudiante et la collaboration internationale en matière de recherche entre ce pays et le Canada. Ce pays émergent est le cinquième plus peuplé et représente la huitième économie mondiale. D'ici quelques années, le Brésil accédera au rang de cinquième économie mondiale, et sa population devrait doubler d'ici 2040. Le Brésil est enfin l'une des rares puissances économiques à disposer encore, au sortir de la récession mondiale, de ressources lui permettant d'investir. À l'instar de la Chine, le Brésil négocie fermement avec les marchés étrangers, s'emploie à susciter la confiance, bâtit des alliances et tisse des liens au sein de marchés à créneaux. Les collaborations internationales en matière de recherche qui seront créées au cours de la mission des recteurs au Brésil permettront au Canada de tisser de solides partenariats avec divers acteurs de cette superpuissance économique sud-américaine.

Dans notre monde interconnecté, ce type de partenariats crée des emplois et engendre de la croissance, en plus de contribuer à doter la main-d'œuvre des compétences



internationales. Nous devons multiplier les échanges entre professeurs et étudiants, renforcer ce que l'on appelle l'« interconnexion en matière d'éducation ».

Les professeurs canadiens comptent parmi les champions de la collaboration internationale en matière de recherche. Cela tient entre autres aux solides stratégies de financement ciblé des organismes subventionnaires canadiens. Malheureusement, comme les sommes sont toutes utilisées, la souplesse essentielle pour répondre aux priorités émergentes fait défaut. Les universités canadiennes doivent absolument faire preuve de plus de réactivité et d'adresse pour établir des collaborations internationales en matière de recherche. Le milieu international de la recherche réagit rapidement aux signaux qu'il reçoit; s'il juge que les universités canadiennes ne sont pas prêtes à s'engager, il se tournera vers d'autres partenaires.

L'AUCC recommande que le gouvernement canadien, dans le cadre de sa stratégie en matière d'éducation internationale, mette sur pied un important fonds de recherche mondial destiné à financer la participation des étudiants et des professeurs à des programmes de collaboration internationale en matière de recherche axés sur des priorités thématiques et géographiques émergentes.

Conclusion

Les universités canadiennes sont conscientes de la nécessité de veiller à ce que la reprise économique canadienne se poursuive et à ce que notre économie soit en mesure de créer des emplois durables et de grande qualité, de limiter l'augmentation de la pression fiscale et de parvenir à l'équilibre budgétaire en temps voulu. Nos universités nous ouvrent de vastes horizons, sur le plan géographique comme sur les plans intellectuel, social, économique et culturel. Elles nous préparent à créer de nouvelles connaissances et à résoudre les problèmes liés au fait de vivre dans un monde d'une grande complexité.

Le Canada est sorti de la crise économique plus fort que bien des pays et avec la capacité de faire des choix stratégiques. Les prochaines années seront décisives pour le Canada, qui devra absolument renforcer sa productivité afin de combler les besoins d'une population vieillissante. Les solutions aux défis qui s'annoncent ne seront toutefois pas que canadiennes; le talent et les idées nouvelles proviendront de partout, mais c'est dans les salles de classe de nos universités que les solutions prendront racine. Les universités jouent un rôle de première importance pour aider le Canada à relever les défis qui l'attendent.